

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1929

Proposition de Loi instituant un Fonds national de la Mutualité.

DÉVELOPPEMENTS

MADAME, MESSIEURS,

Le 9 novembre 1926, nous avons déposé sur le bureau du Sénat une première proposition instituant un Fonds national de la mutualité.

Nous écrivions alors : « Le vote de notre projet sera la dernière étape avant l'œuvre définitive. La mutualité pourra patienter et mettre les quelques années qui suivent à profit en vue de la réalisation d'une législation complète. »

Quand notre proposition est venue, au commencement de l'an dernier, devant la Commission de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale du Sénat, la majorité a décidé qu'il n'y avait pas lieu de la discuter puisque, annonçait l'un de nos collègues, M. le Ministre Heyman était décidé à poursuivre sans délai le vote d'une législation organisant l'assurance obligatoire en vue de la maladie, de l'invalidité et de la maternité.

Il apparaît bien aujourd'hui que le Gouvernement ne pourra pas faire voter une législation de ce genre avant que les Chambres se séparent. En effet, M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale ne s'est pas encore présenté devant la Section centrale de la Chambre pour faire connaître les amendements du Gouvernement, alors cependant que la Commission temporaire des Assurances sociales a terminé ses tra-

voux depuis les premiers jours de décembre.

Dès lors, nous demandons au Parlement de ne pas se séparer avant d'avoir donné une satisfaction partielle au monde mutualiste.

Nous aurions pu prier la Commission de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale d'aborder enfin l'examen de notre projet de loi quant au fond. Nous avons préféré déposer une nouvelle proposition afin de pouvoir tenir compte de certaines critiques et, ainsi, permettre un vote à bref délai.

Nous maintenons notre formule, reprise d'ailleurs par M. Heyman en juillet 1927, adoptée presque telle quelle par la Commission temporaire des assurances sociales : le Fonds national de la mutualité sera alimenté par une cotisation payée par les employeurs, cotisation égale à 2 p. c. des salaires et appointements payés. Les cotisations seront perçues à partir du 1^{er} juin 1929.

Nous donnons satisfaction à ceux qui nous ont reproché de ne pas accorder aux employeurs un droit de contrôle sur la gestion du Fonds. Ils auront quatre représentants dans le Conseil supérieur des Institutions de prévoyance qui sera consulté par le Ministre « sur la meilleure façon d'utiliser les ressources du Fonds national de la mutualité ». Nous donnons satisfaction aux Unions nationales

mutualistes les plus faibles en leur assurant une représentation au Conseil supérieur. Les caisses d'usine y auraient donc leur délégué.

Nous fixons à cent membres — et non plus à deux cents — le nombre de membres, salariés et appointés, que doit compter une mutualité primaire pour avoir droit aux subventions du Fonds. Nous fixons à mille le nombre de membres qu'il doit compter une Caisse fédérale de réassurance.

Nous ne demandons plus que les ressources des sociétés soient « constituées à concurrence des neuf-dixièmes au moins par les cotisations des membres, les subsides alloués par les pouvoirs publics et le Fonds national de la mutualité, et les intérêts produits par les réserves ». Les patrons pourront donc accorder des subventions supplémentaires aux mutualités qui ont leurs préférences.

Pour fixer les taux des indemnités-maladie et invalidité à partir d'octobre 1929 et de janvier 1930, nous avons tenu compte des travaux de la Commission temporaire des assurances sociales. De même pour fixer les effectifs minima des mutualités et des Caisses fédérales d'invalidité à partir de 1930. Tous les dirigeants des mutualités savent que l'on pourra se mettre en règle pour cette date.

Nous laissons au Conseil supérieur des Institutions de prévoyance et au Ministre le soin de fixer les règles relatives à l'octroi des subventions aux différents services mutualistes. Bien plus, nous ne demandons pas que les ressources du Fonds soient totalement dépensées et nous ne verrions aucun inconvénient à la constitution de réserves à employer pour couvrir les charges de la période transitoire en régime d'assurance obligatoire.

Ainsi, nous tenons compte de nombre de critiques qui ont été formulées contre notre premier projet. Non pas qu'il nous soit impossible de répondre à ces critiques, mais parce que nous voulons, avant tout, assurer aux vieilles mutualités

belges les possibilités de développement dont elles ont besoin et les tirer de l'état d'infériorité financière dans lequel elles se trouvent depuis que, sur le mot d'ordre d'une institution patronale combattive, des industriels puissants ont décidé de ne subventionner que les caisses d'usine, punissant ainsi injustement les sociétés qui, par une action persévérante de plus d'un demi-siècle, ont appris le chemin de la prévoyance à un million de travailleurs.

Nous nous permettons de rappeler au Sénat que :

1° Tous les pays industriels de l'Europe imposent aux employeurs une participation aux charges de l'assurance-maladie-invalidité-maternité;

2° Que cette charge est souvent supérieure à 2 p. c. des salaires;

3° Que la Conférence internationale du travail, tenue en 1927 à Genève, a proclamé solennellement le devoir des employeurs de participer aux charges de l'assurance-maladie;

4° Que, à l'occasion de cette conférence, le Gouvernement belge a pris l'engagement, par le vote de ses délégués, d'imposer au patronat belge la participation aux charges de l'assurance;

5° Que M. Heyman, en juillet 1927, a déposé à la Chambre un projet de loi instituant une cotisation de 2 p. c. des salaires et appointements à charge des employeurs. Qu'il a, depuis qu'il est Ministre, annoncé à tout le pays que le Gouvernement réaliserait l'assurance obligatoire;

6° Que les sections de la Chambre ont, unanimement, en juin 1928, voté le projet Heyman;

7° Que M. le Ministre a demandé un délai à la Section centrale de la Chambre afin de consulter une commission de techniciens et de spécialistes;

8° Que cette commission s'est prononcée pour la cotisation de 2 p. c.

Si le Parlement donne satisfaction aux mutualistes, quelles seront les conséquences heureuses de ce geste?

Le pays ouvrier ne sera pas une fois de plus déçu. Il ne croira pas qu'on a voulu empêcher le vote de l'assurance obligatoire en perdant le plus de temps possible. Il croira à la même bonne volonté de tout le monde.

Le trouble qui règne au sein de la mutualité belge disparaîtra. Le journal *Le Mutuelliste*, organe officiel des 140,000 mutualistes neutres, écrit ceci à la date du 1^{er} février 1929 :

« La vie mutualiste est actuellement trop agitée, il faut, dans l'intérêt des travailleurs, dans l'intérêt du pays entier, que le Parlement apporte une solution à ce grave problème de l'assurance maladie-invalidité; il ne faut plus qu'on se borne à des promesses, il est temps de poser des actes et de construire au moins l'armature de cette assurance. Tout ne sera pas parfait, mais ceux qui ont mission d'administrer les mutualités auront des directives précises et n'avanceront plus en tâtonnant... Remettre à plus tard, c'est déclarer qu'on veut laisser la plaie béante... pour avoir l'air après de s'y intéresser. »

Une suffisante égalité étant établie entre les anciennes mutualités catholiques, socialistes, libérales et neutres et les mutualités d'usine, on ne pourra plus

affirmer, comme l'a fait le délégué de l'Union nationale des mutualités neutres à la Commission temporaire des assurances sociales, que c'est le Comité central industriel qui, par ses conseils et son attitude, pousse à la lutte des classes.

Les mutualités diverses ayant les mêmes ressources, on verra si les mutualités d'usine sont des créations artificielles ou si elles répondent au vœu des travailleurs.

Enfin, devant les avantages nouveaux qui pourront être offerts, de nombreux nouveaux membres s'inscriront dans les associations mutualistes, de telle sorte qu'au moment du vote de l'assurance obligatoire, il ne restera vraisemblablement que quelques centaines de milliers de travailleurs à embrigader.

Nous avons conscience de défendre les intérêts de tous les mutualistes belges. Nous sommes convaincus que toutes les Unions nationales mutualistes se réjouiraient grandement si elles pouvaient constater l'unanimité des partis quand il s'agit des intérêts les plus sacrés des travailleurs : la sécurité et la sécurité de leurs foyers.

ARTHUR JAUNIAUX.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 6 FEBRUARI 1929

Wetsvoorstel tot instelling van een Nationaal Mutualiteitsfonds.

TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Op 9 November 1926 hebben wij bij den Senaat een eerste wetsvoorstel ingediend tot instelling van een Nationaal Mutualiteitsfonds.

Wij schreven alsdan : « Het goedkeuren van ons ontwerp zal de laatste stap zijn naar de voltociging van het definitief werk. Alsdan zal de mutualiteit geduld kunnen oefenen en de enkele jaren die volgen ten nutte maken om eene volledige wetgeving tot stand te brengen.

Wanneer bij den aanvang van het vorig jaar ons voorstel ter behandeling kwam in de Commissie voor Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg van den Senaat, heeft de meerderheid besloten het niet te bespreken vermits, zoo zegde een onzer collega's, Minister Heyman besloten was onverwijld de stemming te vragen van eene wet tot verplichte verzekering tegen ziekte, invaliditeit en moederschap.

Het blijkt nu dat de Regeering dergelijke wet niet zal kunnen ter stemming leggen vóór de verkiezing. Inderdaad de Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg, is nog niet voor de Middenafdeeling der Kamer verschenen om de amendementen van de Regeering te doen kennen, ofschoon de Tijdelijke Commissie voor Sociale Verzekeringen sedert de eerste dagen van December met haar werk klaar is.

Wij vragen dus dat het Parlement niet zou uiteengaan alvorens een gedeeltelijke voldoening aan de mutualisten te hebben geschonken.

Wij hadden de Senaatscommissie kunnen verzoeken ons voorstel in behandeling te nemen. Wij verkiezen een nieuw voorstel in te dienen om rekening te kunnen houden met sommige critieken en een spoedige goedkeuring te bevorderen.

Wij houden ons aan onze formule, trouwens overgenomen door den heer Heyman in Juli 1927, en bijna letterlijk aangenomen door de Tijdelijke Commissie voor Sociale Verzekeringen : het Nationaal Mutualiteitsfonds wordt gestijfd door een werkgeversbijdrage gelijk aan 2 t. h. van de betaalde loonen en wedden. De bijdragen worden geïnd vanaf 1 Juni 1929.

Wij schenken voldoening aan diegenen die ons hebben verweten aan de werkgevers geen recht van controle toe te staan op het beheer van het Fonds.

Zij zullen vier vertegenwoordigers tellen in den Hoogen Raad der Voorzorgsinstellingen die door den Minister wordt geraadpleegd « over de beste benutting van de inkomsten van het Nationaal Mutualiteitsfonds ». Wij schenken voldoening aan de zwakste Nationale Mutualistenbonden met hun een vertegenwoordiger in den schoot van den Hoogen Raad te geven. De fabriekskassen zullen er dus vertegenwoordigd zijn.

Wij bepalen op honderd -- en niet meer op twee honderd -- het getal loontrekkende bezoldigde leden, waaruit een primaire mutualiteit moet bestaan om aanspraak te hebben om de tegemoetkomingen van het Fonds. Wij bepalen op duizend het getal leden waaruit een Bondskas voor herverzekering moet bestaan.

Wij vragen niet meer dat de inkomsten der maatschappijen « zouden worden samengesteld, ten beloope van ten minste de negen tienden, uit bijdragen der leden, toelagen vanwege de openbare besturen en het Nationaal Mutualiteitsfonds en de interesten van de reserves ». De werkgevers kunnen dus aanvullende toelagen schenken aan de mutualiteiten die hun voorkeur genieten.

Om het bedrag van de vergoedingen wegens ziekte en invaliditeit vanaf October 1929 en Januari 1930 te bepalen, hebben wij rekening gehouden met het werk van de Tijdelijke Commissie der Sociale Verzekeringen. Eveneens om de minimum-getalsterkte te bepalen van de mutualiteiten en Bondskassen voor invaliditeit vanaf 1930. Al de leiders der mutualiteiten weten dat men zich vóór dien datum moet in regel stellen.

Wij laten aan den Hoogen Raad der Voorzorgsinstellingen en aan den Minister de zorg de regelen te bepalen met betrekking tot het toekennen van tegemoetkomingen aan verschillende mutualiteitsdiensten. Veel meer, wij vragen niet dat de inkomsten van het Fonds totaal zouden moeten worden uitgegeven en wij hebben er geen bezwaar tegen dat reserves worden samengesteld om de lasten van het overgangstijdperk te dekken.

Aldus houden wij rekening met tal van critieken die werden uitgebracht tegen ons eerste voorstel. Niet dat wij daartegen niets in te brengen hebben, doch omdat wij voor alles aan de oude Belgische mutualiteiten de mogelijkheid van uitbreiding willen verschaffen die zij behoeven en hen uit den toestand van financieele minderwaardigheid halen

waarin zij verkeerden sedert het oogenblik dat, op het ordewoord van een strijd-lustige werkgeversinstelling, machtige industrieelen besloten hebben alleen nog fabriekskassen te steunen. Aldus straffen zij op onbillijke wijze de maatschappijen die, na meer dan een halve eeuw taaiere arbeid, den weg naar de voorzorg aan een miljoen arbeiders hebben getoond.

Wij zijn zoo vrij in herinnering te brengen dat :

1^o Al de Europeesche industrie-landen aan de werkgevers een aandeel opleggen in de kosten van de verzekering tegen ziekte, invaliditeit en moederschap;

2^o Dat deze last vaak meer dan 2 t. h. van de loonen bedraagt;

3^o Dat de Internationale Arbeidsconferentie, in 1927 te Genève gehouden, plechtig den plicht voor de werkgevers heeft erkend bij te dragen in de lasten van de ziekte-verzekering;

4^o Dat, naar aanleiding van deze Conferentie, de Belgische Regeering, door de stemming harer afgevaardigden, de verbintenis heeft aangegaan aan de Belgische werkgevers een aandeel in de lasten der verzekering op te leggen;

5^o Dat in Juli 1927 de heer Heyman bij de Kamer een wetsontwerp heeft ter tafel gelegd waarbij een bijdrage van 2 t. h. van de loonen en wedden aan de werkgevers wordt opgelegd. Dat sedert hij Minister is hij overal heeft aangekondigd dat de Regeering de verplichte verzekering ging invoeren;

6^o Dat de Kamerafdeelingen in Juni 1928 eensgezind het ontwerp Heyman hebben gestemd;

7^o Dat de Minister aan de Middenafdeeling der Kamer een uitstel heeft gevraagd om eene Commissie van technici en specialisten te raadplegen;

8^o Dat deze Commissie voor de 2 t. h. bijdrage gewonnen was.

Zoo het Parlement aan de mutualisten voldoening schenkt, wat zullen dan de gelukkige gevolgen van dit gebaar zijn ?

Eens te meer zal de arbeidersklasse niet worden teleurgesteld. Zij zal niet ge-

looven dat men de stemming van de verplichte verzekering heeft willen belletten met zooveel mogelijk tijd te verliezen. Zij zal wanen dat iedereen met denzelfden goeden wil is beziel.

De onrust in den schoot der Belgische mutualiteiten zal verdwijnen. *Le Mutueliste*, het officieel orgaan van 140,000 onzijdige mutualisten, schrijft het volgende op 1 Februari 1928 :

« Er is te veel beroering onder de mutualisten, in het belang van de arbeiders en van het land moet het Parlement het ernstig vraagstuk van de ziekte-invaliditeitsverzekering oplossen. Genoeg beloften, daden zijn er noodig om ten minste het geraamte van die verzekering te bouwen. Alles zal niet volmaakt zijn maar de leiders der mutualiteiten zullen een vasten leiddraad hebben en niet meer in het duister tasten... Uit te stellen laat de wonde open... met een schijn van belangstelling. »

Is de gelijkheid voldoende tusschen de oude katholieke, socialistische, liberale en onzijdige mutualiteiten en de

fabrieksmutualiteiten, dan kan men niet meer beweren dat het « Comité Central Industriel » door zijn werken en houding, den klassenstrijd aanwakkert.

Hebben de mutualiteiten dezelfde inkomsten, dan zal men zien of de fabrieksmutualiteiten kunstmatige scheppingen zijn ofwel of zij door de arbeiders worden gewenscht.

Gelet op de nieuwe voordeelen die kunnen geboden worden, zullen talrijke nieuwe leden zich aanmelden bij de mutualiteiten, zoodat bij het invoeren van de verplichte verzekering er waarschijnlijk nog slechts enkele honderdduizenden arbeiders zullen moeten worden ingelijfd.

Wij meenen de belangen van al de Belgische mutualisten te verdedigen. Wij houden ons overtuigd dat al de mutualistenbonden met genoegen de eensgezindheid der partijen zullen vaststellen waar het geldt de heiligste belangen der arbeiders : de bescherming hunner gezinnen.

ARTHUR JAUNIAUX.